



Bulletin de la Gare Part-Dieu

Lyon le 10 juin 2024

Contre l'extrême-droite, par nos manifestations et nos grèves, en finir avec 40 ans de politiques antisociales et racistes, de gauche comme de droite

Après la débâcle de sa liste aux Européennes, Macron a dissous l'Assemblée nationale. « Je veux vous redonner le choix », a-t-il dit. Tu parles ! Sous les grands airs, on voit très bien les calculs du politicien pyromane. Celui qui a pavé la voie à l'extrême droite menace maintenant de lui faire une passe décisive. Le « rempart contre l'extrême droite », après avoir mis en musique tous ses thèmes, s'apprête à gouverner avec. Rien d'étonnant : l'un comme l'autre sont des défenseurs acharnés des intérêts du patronat.

Petits arrangements entre meilleurs ennemis

Le ras-le-bol de sept ans de sa politique au service des riches, d'une politique de casse des services les plus essentiels à la population et d'attaques incessantes contre les travailleurs s'est traduit par le vote qui a sanctionné Macron et sa politique.

Mais difficile de s'en réjouir, car c'est l'extrême droite qui tire les marrons du feu, totalisant plus de 40 % des voix exprimées. Certes, l'abstention relativise ce résultat, mais ils sont bel et bien là, avec la recette habituelle des Le Pen-Bardella et autres Zemmour-Marion Maréchal : en pariant sur la haine de Macron, sagement débarrassée de toute haine du capitalisme, le système social qu'ils ont en commun. En la transformant au contraire en haine contre ses cibles déjà désignées, toujours les mêmes : étrangers, immigrés, femmes et minorités de genre, contre les travailleurs les plus exploités. Et en définitive contre toute la classe ouvrière.

Ni les élections ni « l'union de la gauche » ne feront reculer les idées d'extrême droite

Les partis de gauche se sont lancés dans la course des Européennes en ordre dispersé, en ayant tous en tête le leadership pour l'élection présidentielle de 2027. Face à l'inquiétante vague brune, beaucoup espèrent les voir de nouveau s'unir pour l'endiguer. On peut comprendre l'inquiétude. Mais aucun « front populaire » ou « union de la gauche », dont les différentes moutures ont été responsables de la montée de l'extrême droite des dernières décennies, ne pourront lui faire « barrage », et encore moins maintenant que leurs faibles scores les obligent, pour avoir des députés, à refaire alliance avec Macron, au second tour ou dès le premier.

La nécessité d'une riposte du monde du travail et de la jeunesse

Oui, l'unité de ceux qui veulent lutter contre l'extrême droite et contre Macron est plus que jamais nécessaire. Mais lutter en commun, ce ne sera pas nous appuyer sur un bulletin commun dans l'urne, mais sur notre force collective, celle de notre nombre, de nos mobilisations. Refuser leur monde, porter la lutte là où nous sommes les plus forts. Dans la rue, en participant, en organisant des rassemblements et des manifestations. Dans les entreprises, faire levier avec notre rôle essentiel de travailleurs : nous faisons tourner toute la société, cela nous donne une force potentielle gigantesque.

Ces idées, ce sont celles que les listes des révolutionnaires ont défendues aux Européennes, en particulier notre liste, « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! ». Celles et ceux qui ont voté pour ces listes ont été peu nombreux, mais ils ont eu raison de le faire. Nous remercions bien sûr toutes celles et ceux qui, malgré le boycott des médias, ont voté pour la liste menée par Selma Labib et Gaël Quirante et nous les appelons à nous rejoindre, car il faut préparer les luttes dès aujourd'hui. Aucune élection n'a le pouvoir d'en finir avec le capitalisme. Mais nous pouvons y exprimer autre chose que la résignation ou l'illusion du « moins pire ». C'est pourquoi les révolutionnaires doivent constituer un pôle aux prochaines élections législatives. En tout cas, le NPA-Révolutionnaires fera tout pour en être.

Au Fret et au-delà : seules nos luttes feront la différence !

Suppressions d'emplois et dégradation des conditions de travail : voilà ce que nous préparent les patrons au Fret. Nous ne devons pas laisser la direction dérouler tranquillement ses attaques ! Le 18 juin, un rassemblement est prévu sur le triage de Vénissieux. Une journée ne suffira pas pour faire reculer les projets de la direction, c'est une première étape nécessaire pour discuter collectivement du mouvement d'ensemble qu'il faudra construire pour stopper les attaques qui tombent sur tous les travailleurs du rail, qu'ils soient du Fret ou non !

Enfumage olympique

Suite à la grève en région parisienne, la direction vient de revoir à la hausse le montant de la prime JO. Elle sera de 95 euros... mais ne sera toujours pas donnée à l'ensemble des cheminots !

Pourtant, avec l'inflation qui galope, ce n'est pas des primes qu'il nous faut. Encore moins quand elles servent à nous diviser poste par poste. Ce dont nous avons besoin, ce sont de vraies augmentations de salaires !

Rhône : deux géants de la chimie accusés de pollution

Dimanche 26 mai, 600 personnes ont manifesté à Oullins, portant des banderoles proclamant « Pour un avenir sans PFAS », « États, industriels, arrêtez de nous enfumer » et « Je joue pas ma vie à pile ou PFAS ». Ils dénonçaient ces polluants dit éternels qui ont contaminé l'air, les sols et l'eau en aval des usines de Pierre-Bénite des groupes industriels chimiques Daikin et Arkema. Cette manifestation a eu lieu alors que les deux entreprises accusées d'avoir contaminé toute la région dans le sud de l'agglomération lyonnaise comparaissent devant le tribunal judiciaire de Lyon.

Mais, il n'y a rien à attendre de la justice d'un Etat qui met la défense des intérêts capitalistes au-dessus de tout. En revanche, seuls les travailleurs de ces industries pourraient mettre leur nez dans les secrets de fabrication des Pfas, révéler l'ampleur de la pollution, mais surtout imposer d'orienter la production en fonction des besoins de la société et de manière à préserver la santé des travailleurs, des riverains et l'environnement en général !

Chlordécone : la justice joue toujours la montre

La cour d'appel de Paris devait se prononcer lundi 10 juin dans l'affaire du chlordécone, un pesticide massivement utilisé dans les bananeraies qui a contaminé des milliers d'hectares de terres agricoles et empoisonné une grande partie des populations de Martinique et de Guadeloupe. La dangerosité de cet insecticide était connue depuis 1981 mais il n'avait été interdit... qu'en 1993 aux Antilles. En 2006, des associations martiniquaises et guadeloupéennes avaient déposé plainte pour empoisonnement, mise en danger de la vie d'autrui et administration de substance nuisible. La procédure dura 17 ans et aboutit finalement le 2 janvier 2023... à un non-lieu.

C'est contre cette décision que les victimes ont fait appel en demandant son annulation. Mais la Cour a finalement botté en touche en renvoyant l'audience au 22 octobre tout en refusant par avance la publicité des débats et la comparution personnelle des parties civiles. Les audiences ne seront donc pas publiques. Et pour cause : sont impliqués dans ce dossier, non seulement les fabricants de chlordécone et les grands planteurs qui l'ont utilisé en connaissant ses effets néfastes mais aussi les hauts fonctionnaires et les ministres qui les ont couverts. La justice ne voudrait pas faire de peine à tout ce beau monde.

La facture de gaz va encore grimper

Le prix du gaz pour quelque dix millions de foyers augmentera de 11,7 % en moyenne le 1^{er} juillet prochain. Cela conduit à une facture annuelle estimée à 1 184 euros en moyenne pour les particuliers en juillet contre 1060 euros en juin. Des prix parmi bien d'autres qui continuent de grimper à un rythme bien supérieur aux salaires, retraites et allocations diverses...

Révolutionnaires, un journal par et pour les travailleurs !

Achète le n°15 de notre journal pour 2€ auprès de nos diffuseurs.



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Une info à nous transmettre, une remarque : écris-nous à npa.cheminots.lyon@gmail.com